



Nations Unies
MADAGASCAR

Année 2 • Numéro 5 • avril-octobre 2017

LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

PAGE 2

REVUE A MI-PARCOURS DE
L'UNDAF 2015-2019

PAGE 3

REPONSE A L'EPIDEMIE DE PESTE
A MADAGASCAR

PAGE 4

RENCONTRE AVEC LA PRESSE—
PREMIER SEMESTRE

PAGE 5-6

VISITES CONJOINTES : SUIVI
DES REPONSES POST-ENAWO ET
SUIVI DE LA SITUATION DANS LE

PAGE 7-8

EDUCATION AUX DROITS DE
L'HOMME ET RENFORCEMENT
DU SYSTEME NATIONAL DE
PROMOTION ET DE PROTEC-
TION DES DROITS DE L'HOMME

PAGE 10

RETRAITÉ DU PROGRAMME
MANAGEMENT TEAM (PMT)

PAGE 11-13

VISITES DE HAUTS FONCTION-
NAIRES DES NATIONS UNIES A
MADAGASCAR

PAGE 15

CELEBRATION DE LA JOURNEE DES
NATIONS UNIES, 24 OCTOBRE

PAGE 9

REPONSES DANS LE SUD : DE-
MARRAGE DE LA RELANCE DU
SYSTEME D'ALERTE PRECOCE ET
DES ACTIONS LIEES A LA
MATRICE DE SUIVI DES
DEPLACEMENTS

www.mg.one.un.org

Suivez @MG_One_UN



PROGRAMME UNIQUE :

REVUE A MI-PARCOURS DU PLAN-CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (UNDAF) 2015-2019



Réunion du Comité conjoint de pilotage dédiée à la Revue à mi-parcours, 23 août 2017 © MEP

Après deux années et demie de mise en oeuvre, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) a fait l'objet d'une revue (ou évaluation) à mi-parcours, conformément à son calendrier de suivi et d'évaluation.

Il est important de rappeler que l'UNDAF 2015-2019 est aligné sur les priorités nationales inscrites dans le Plan national de développement (PND) couvrant la période 2015-2019 et s'articule autour de trois résultats majeurs (ou Effets), à savoir (i) accès aux opportunités de revenus et d'emplois dans une dynamique de processus de développement inclusif ; (ii) gouvernance apaisée, efficace et respectueuse des droits humains, et (iii) accès aux services sociaux de base pérennes et de qualité.

L'objectif de la revue à mi-parcours est de faire le bilan analytique de la progression vers l'atteinte des effets escomptés et des changements opérés. Elle permet au Gouvernement malgache et aux agences des Nations Unies de disposer d'informations descriptives et analytiques sur la conception et la mise en oeuvre de l'UNDAF et de formuler des recommandations pertinentes pour le reste du cycle de programmation. C'est un examen conjoint de la partie nationale et du SNU portant sur les résultats obtenus dans le cadre de la coopération du SNU dans le pays.

L'exercice a été réalisé par une équipe de consultants indépendants, international et national.

Des consultations ont été tenues avec toutes les parties prenantes au processus de mise en oeuvre de l'UNDAF, à savoir, les agences des Nations Unies et les groupes Effets, les ministères, les partenaires de mise en oeuvre, la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers de Madagascar.

L'équipe de consultants a partagé les constats, conclusions, leçons apprises et recommandations préliminaires de la revue à mi-parcours de l'UNDAF au Comité de pilotage conjoint, qui est l'organe suprême en charge de supervision de la mise en oeuvre de l'initiative « Unis dans l'Action (DaO), en particulier la mise en oeuvre du Programme Unique (notamment l'UNDAF), lors d'une réunion extraordinaire du Comité, le 23 août 2017.

Notons que la co-présidence du Comité de pilotage conjoint est assurée par le Ministre de l'économie et du plan et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies. ■



REPONSE A L'EPIDEMIE DE PESTE A MADAGASCAR



Mobilisation des communautés dans la lutte contre la peste © OMS

Des cas de peste bubonique et de peste pulmonaire ont été détectés dans plusieurs villes de Madagascar à partir du mois d'août 2017, marquant le début de la saison pesteuse 2017-2018 qui a démarré avec un mois d'avance par rapport à son début normal. Si la peste est endémique à Madagascar, avec la saison épidémique survenant généralement de septembre à avril, la flambée a été observée cette année dans les centres urbains densément peuplés (presque 80% des cas se trouvent dans les deux plus grandes villes du pays, Antananarivo et Toamasina) et s'est étendue à des régions qui ne sont pas des zones d'endémie et ne sont pas habituées à affronter la maladie.

La flambée a été détectée le 11 septembre et a été notifiée à l'OMS le 13 septembre 2017, à la suite du décès d'une femme âgée de 47 ans, qui avait été admise à l'hôpital Soavinandriana pour des complications respiratoires. Après avoir confirmé qu'il s'agissait d'un cas de peste pulmonaire, la Direction de la veille sanitaire et de la surveillance épidémiologique (DVSSE) du Ministère de la santé publique a immédiatement procédé à des investigations.

La peste pulmonaire est fortement transmissible (d'une personne à l'autre) et en l'absence d'un traitement peut être rapidement mortelle.

Depuis le début de la saison pesteuse, les réponses sanitaires ont été conduites. Toutefois, la dominance de la forme pulmonaire en milieu urbain n'a pas facilité les réponses, qui visaient à réduire la morbidité et la mortalité associées à la peste, à interrompre la transmission inter-humaine de la peste pulmonaire et à empêcher la propagation de la flambée aux régions et aux pays environnants.

Les réponses font partie d'un plan d'intervention pour 3 mois, conjointement élaboré par le Gouvernement, à travers le Ministère de la santé publique, et les partenaires sous le lead de l'OMS. Budgétisé à 9,5 millions USD, le Plan de réponse est actuellement totalement financé.

Concernant l'évolution de l'épidémie, après avoir atteint un pic pendant la semaine 40, elle connaît une réduction significative. Le nombre de nouveaux cas et décès notifiés diminue de façon significative, passant de 81 cas et 7 décès au cours de la semaine 46 à 72 nouveaux cas suspects et 5 décès au cours de la semaine 47 (du 20 au 26 novembre 2017), soit une diminution de 11% du nombre de cas et de 29% du nombre de décès. De façon similaire à ce qui avait été constaté au cours de la semaine 46, un cas confirmé de peste pulmonaire secondaire a été notifié au cours de la semaine 47. Selon la date de début des symptômes, le dernier cas confirmé de peste pulmonaire est un cas de peste pulmonaire secondaire en milieu rural en date du 19 novembre 2017, et le dernier cas confirmé de peste bubonique le 18 novembre 2017.

Malgré cette amélioration, la saison pesteuse continuera jusqu'en avril 2018 et plusieurs défis restent à relever, à savoir l'identification des personnes ayant été en contact avec les malades (environ 50% des décès ont été enregistré au niveau communautaire), l'acheminement des échantillons vers l'Institut Pasteur de Madagascar, le transport des cas suspects vers les centres de tri et de traitement, notamment dans le monde rural et l'application du protocole de l'enterrement digne et sécurisé.

Ainsi, la vigilance et le suivi étroit de la situation restent des priorités, en notant surtout, on note la survenance des facteurs aggravants tels que la saison cyclonique qui s'annonce active, la mobilité d'un grand nombre de population pour la campagne de litchi dans la côte Est du pays (Fénérive Est, Toamasina) deux villes parmi les plus affectées par la peste pulmonaire, et pour les mains d'oeuvre rizicole vers le lac Alaotra dans les semaines à venir.

Le Système des Nations Unies remercie le Gouvernement pour son leadership dans la réponse ; il remercie également l'Equipe humanitaire du pays et tous les partenaires pour leurs contributions à la riposte. ■



UNITE DANS LA COMMUNICATION : CONFERENCE DE PRESSE SUR LES ACTIONS-PHARES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES, PREMIER TRIMESTRE 2017



A gauche : Vue partielle des membres de l'Equipe-pays des Nations Unies répondant aux questions des journalistes (photo à droite) © CINU

Le Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar a organisé, le 13 juillet 2017, une rencontre avec la presse sur ses actions phares au cours du premier semestre 2017. L'objectif de la rencontre était de renforcer les liens entre le SNU et la presse, reconnaissant le rôle primordial que jouent les médias dans le développement et pour renforcer le travail mené par le SNU.

Quatre grandes thématiques ont été abordées durant la rencontre (i) les réponses du SNU au cyclone Enawo ; (ii) les réponses du SNU à la sécheresse dans le Sud ; (iii) la santé et (iv) l'appui aux institutions, la paix et les droits humains.

Pour le premier point, le SNU a tenu à souligner que la visite de suivi de haut niveau conduite conjointement par le gouvernement et les membres de l'Equipe humanitaire pays dans le Nord-Est (la zone la plus touchée) de Madagascar au mois de juin a montré que les populations touchées et les autorités locales sont satisfaites de l'assistance humanitaire apportée pendant les trois premiers mois.

Lors de la présentation sur les interventions multisectorielles du SNU dans le Sud, axées sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, la nutrition, la protection sociale, l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, le relèvement et la communication pour le développement, le rôle que joue l'antenne régional du Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC) dans le Sud dans la coordination a été mis en exergue.

En ce qui concerne la santé, l'occasion a été saisie par le SNU pour faire un plaidoyer pour que les médias jouent un rôle de médiateur et sensibilisent la population sur la vaccination des enfants. Et également de préciser que le SNU n'a eu connaissance, jusque-là, de cas liés à la mauvaise conservation des vaccins et qu'il assure un suivi constant du respect des normes de conservation vaccins.

La présentation sur la thématique Paix et appui aux institutions a couvert l'appui au processus électoral, la lutte anti-corruption et la traite des personnes. Elle a permis de souligner le rôle clé que jouent les Nations Unies dans l'appui aux élections et de préciser que l'appui du SNU au Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO) concerne l'appui matériel, le renforcement de capacités et l'appui aux activités de mobilisation de ressources.

Les présentations ont suscité un grand intérêt des journalistes, comme démontré par les nombreuses questions que ces derniers ont posées, touchant les thèmes de la campagne de vaccination, du processus électoral, de la réponse du Système des Nations Unies face aux urgences dans le Sud et enfin de la lutte contre la corruption.

Le rendez-vous a été donné pour une seconde rencontre à la fin de l'année 2017. ■



DESCENTE SUR TERRAIN :

VISITE CONJOINTE GOUVERNEMENT & EQUIPE HUMANITAIRE PAYS A MAROANTSETRA ET ANTALAHAPOUR LE SUIVI DES RÉPONSES AU CYCLONE ENAWO



La délégation conduite par le Premier Ministre de Madagascar et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies avec les élèves de l'Ecole primaire publique (EPP) © CINU

Une délégation conjointe dirigée par le Premier Ministre malgache et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU) s'est déplacée à Maroantsetra et Antalaha le 10 juin 2017 pour une visite conjointe de suivi des réponses suite au passage du cyclone Enawo.

Pour rappel, ce cyclone tropical intense a provoqué des effets dévastateurs dans ces deux régions, affectant plus de 420.000 personnes dans 52 districts. L'appel éclair (Flash Appeal) d'un montant de 18,5 millions USD a été entièrement financé tandis que le fonds CERF des Nations Unies a alloué 5 millions USD.

Les membres du Gouvernement, conduits par le Premier Ministre, ayant participé à la visite comprenaient le Ministre des Mines et du pétrole, le Ministre de l'enseignement technique et professionnel, le Ministre de l'eau, de l'énergie et des hydrocarbures, et le Secrétaire d'Etat à la Gendarmerie. Quant à la délégation onusienne et des acteurs humanitaires, elle était composée du Coordonnateur résident du SNU, du Représentant de l'OMS, du Représentant de l'UNICEF, du Représentant du PAM, du Représentant de l'UNFPA, du Chef de Mission de l'OIM, du Chargé des Affaires Humanitaires de l'OCHA, du représentant de CARE international et du Président de la Croix rouge Malagasy.

La délégation s'est rendue dans trois sites d'intervention humanitaire à Maroantsetra pendant la matinée et s'est déplacée sur Antalaha pour visiter quatre autres sites d'intervention l'après-midi.

Les communautés affectées ont manifesté leur satisfaction sur l'assistance humanitaire fournie, tout en sollicitant l'aide du gouvernement et des partenaires pour la réalisation d'activités de relèvement précoce axées sur l'accès aux zones isolées, le désensablement des rizières, la réhabilitation des infrastructures (centres de santé et écoles) et la fourniture d'eau potable dans les zones rurales.

A noter qu'un plan de relèvement rapide pour les régions touchées couvrant la période de juin 2017 à juin 2018 a également été élaboré pour orienter les actions de relèvement.

En ce qui concerne la future saison des cyclones 2017-2018, qui devrait commencer théoriquement le 15 novembre 2017, les prévisions montrent la possibilité d'une menace sérieuse pour Madagascar, surtout entre janvier et mars 2018. En effet, la prochaine saison s'annonce active et légèrement supérieure à la moyenne climatologique, avec 2 à 4 perturbations pouvant atterrir sur les côtes malgasy, dont 1 à 2 pouvant atteindre le stade de cyclone tropical ou supérieur. ■



DESCENTE SUR TERRAIN :

VISITE CONJOINTE GOUVERNEMENT & SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE SUIVI DE LA SITUATION DES REPONSES HUMANITAIRES DANS LE SUD DE MADAGASCAR (SECHERESSE)



Les membres de la délégation posant devant le bureau de l'antenne régionale du BNGRC, à Ambovombe © CIU

Une délégation conjointe composée du Système des Nations Unies, du Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC) et de partenaires au développement, en l'occurrence la Norvège et le Japon, a effectué une descente dans les régions Anosy et Androy, dans le Sud de Madagascar, les 24 et 25 août 2017, afin de constater l'amélioration significative de la situation humanitaire dans le Grand Sud et faire le suivi des différents projets multisectoriels dans le cadre de la réponse aux effets de la sécheresse. En effet, la mise en œuvre du plan d'intervention humanitaire élaboré en février 2016 et révisé en octobre 2016 a pris fin en juin 2017. Ce plan, d'un budget total de 154,9 millions USD, a été financé à hauteur de 65%.

La délégation s'est rendue dans sept sites d'intervention dans les districts d'Amboasary et d'Ambovombe, à savoir le Centre de Santé de Base d'Amboandro et l'EPP Anatirova, la piste rurale réhabilitée Erada-Ambovombe, le Programme FIAVOTA (Transfert monétaire d'urgence), le champ Bevala pour l'appui aux petits producteurs, la rivière Mandrare et son système de captage d'eau par pipeline à Amboasary, et la production de semences à grande échelle à Tsarapioke. Une présentation du premier bulletin sur les déplacements de la population (DTM) et du projet d'extension de l'antenne régionale du BNGRC, tous financés par le Gouvernement japonais, a également été faite au Bureau de coordination locale du BNGRC.

Il faut souligner que les effets des bonnes précipitations depuis décembre 2016 jusqu'en juin 2017, et les interventions conséquentes, ont beaucoup contribué à améliorer considérablement la situation

humanitaire entre octobre 2016 et octobre 2017. Selon les conclusions de l'exercice IPC conduit en octobre 2017, le nombre de population en phase 4 a diminué de moitié, le pourcentage de population en phase 3 s'est stabilisé ; toutefois des poches d'insécurité alimentaire persistent et nécessitent un suivi étroit.

La visite conjointe a été précédée, une semaine auparavant, d'un atelier de trois jours sur les leçons apprises des réponses au phénomène climatique El Nino dans le Sud de Madagascar, avec la participation des représentants de tous les intervenants sur place. Plusieurs recommandations sont sorties de cet atelier, visant toutes à éviter la situation d'urgence cyclique dans cette zone, à mieux coordonner les actions dans le futur, à mieux valoriser les capacités locales et à relancer le système d'alerte précoce, interrompu depuis 2011.

Dans la continuité de ces recommandations, les efforts sur les actions de relèvement et de résilience constituent une priorité. En effet, un plan de relance et de résilience a été développé, couvrant une période de 3 ans jusqu'en 2019, avec un budget de 189 millions USD. Le plan est déjà en cours de mise en œuvre depuis juin 2016. ■



EDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME :

SENSIBILISATION DES PARLEMENTAIRES SUR LEUR RÔLE DANS LA PROTECTION ET LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME



Journée de sensibilisation des Sénateurs sur leur rôle dans la protection et la promotion des droits de l'homme © HCDH Madagascar

Afin d'accompagner le pays dans les divers efforts menés en faveur du respect des droits de l'homme pour tous, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme à Madagascar (HCDH) a inscrit parmi ses actions prioritaires l'appui aux parlementaires pour assurer leur rôle dans la promotion et la protection des droits de l'homme et renforcer leurs capacités par rapport au cadre juridique international, régional, sous-régional et national des droits de l'homme, aux obligations contractées par le pays en signant les instruments relatifs aux droits de l'homme, et aux divers organes et mécanismes chargés d'en surveiller l'application aux niveaux international et régional.

Dans cette optique, des sessions de sensibilisation sur le rôle central des parlementaires en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ont été organisées les 22 et 23 mai 2017 au début de la première session ordinaire du Parlement, à l'intention des Députés et des Sénateurs de Madagascar. 50 sénateurs et 45 députés incluant 22 femmes ainsi que les 11 membres de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) ont participé aux

sessions, cela afin de renforcer la coopération entre le Parlement et la CNIDH en matière de protection des droits de l'homme. Les sessions visaient à renforcer le rôle des parlementaires dans l'adoption et la ratification des instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et au genre, et à apporter des éclaircissements et précisions sur quelques textes soumis au Parlement pour examen et adoption, tels que l'amendement au code de la nationalité, la révision du code minier et de la loi sur la torture.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet pour la consolidation de la paix à Madagascar consistant à appuyer la mise en place d'Institutions démocratiques intègres, représentatives, et crédibles, dont la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), ces journées de sensibilisation visaient à établir une base de coopération solide entre ces institutions pour une meilleure promotion et protection des droits de l'homme dans le pays. ■



RENFORCEMENT DU SYSTÈME NATIONAL DE PROMOTION ET DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES TECHNIQUES DE RÉDACTION DES RAPPORTS DE DROITS DE L'HOMME



Madagascar a adhéré aux principaux instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs aux Droits de l'Homme et doit s'acquitter des obligations qui en découlent, dont la réalisation au niveau national des dispositions de ces instruments, et la soumission des rapports initiaux et périodiques relatant les efforts entrepris pour rendre leur application effective au niveau national. L'Etat malagasy doit également soumettre un rapport national auprès du Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU).

En poursuivant ses appuis à la République de Madagascar en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et en réponse aux besoins d'assistance technique pour le renforcement des capacités des acteurs nationaux sur les techniques de rédaction des rapports sur les droits de l'homme et la méthodologie de suivi des recommandations issues des mécanismes internationaux, le Bureau du Conseiller aux droits de l'homme à Madagascar et le Ministère de la Justice, en coopération avec le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD), ont organisé à Antananarivo, les 25 et 26 avril 2017, un atelier à l'endroit des membres du Comité interministériel chargé de la rédaction des rapports initiaux et périodiques, ainsi que des acteurs de la Société civile.

L'atelier a offert aux participants l'occasion de faire un état des lieux de la ratification des conventions et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme par Madagascar ainsi que de la soumission des rapports aux organes de traités.

Les travaux ont aussi permis de (i) évaluer l'efficacité du mécanisme national de rédaction des rapports, (ii) identifier les contraintes et défis liés à la soumission des rapports, et (iii) partager les bonnes pratiques en matière de collecte de données et de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme.

A l'issue de l'atelier, une feuille de route pour l'élaboration et la soumission des prochains rapports a été élaborée et adoptée. ■



REPONSE HUMANITAIRE ET SOUTIEN AU RELEVEMENT PRECOCE DANS LE GRAND SUD : DÉMARRAGE DE LA RELANCE DU SYSTÈME D'ALERTE PRÉCOCE (SAP) ET DES ACTIONS LIÉES À LA MATRICE DE SUIVI DES DÉPLACEMENTS (DTM) POUR LE GRAND SUD DE MADAGASCAR



Grâce au financement du Gouvernement japonais, à hauteur de 580.000 USD, le démarrage de la relance du Système d'alerte précoce (SAP) et des actions liées à la Matrice de suivi des déplacements (DTM) pour le Grand sud de Madagascar a eu lieu le 7 juin 2017 à l'Hôtel Ibis, Antananarivo, en présence du Secrétaire exécutif du Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC), d'un Représentant de l'Ambassade du Japon à Madagascar et de Représentants des Agences du Système des Nations Unies (SNU).

Cette action rentre dans le cadre d'un projet conjoint développé par le SNU, d'une durée de 12 mois, et financé par le Gouvernement japonais pour un budget total de 2,095 millions USD. Ledit projet sera lancé officiellement dans le Grand sud du pays ultérieurement. Il contribuera à la réponse aux effets d'El Nino dans cette partie du pays, aussi bien pour la phase humanitaire que pour celle du relèvement précoce. Le projet vise ainsi à renforcer les efforts du Gouvernement dans le cadre de cette réponse, à travers le BNGRC, et sera mis en oeuvre conjointement par huit agences du SNU, à savoir l'OIM, l'OMS, l'UNOCHA, le PNUD, le PAM, l'UNFPA et l'UNICEF.

Les entités publiques concernées, les donateurs et les acteurs humanitaires ont été également présents lors de l'atelier de démarrage. C'était une opportunité pour démontrer, une fois de plus, la solidarité de la communauté humanitaire et sa volonté de travailler ensemble pour prévenir et faire face à la crise récurrente dans le Grand sud du pays.

Le SAP et le DTM, projet mis en oeuvre par l'OIM, le PAM, le PNUD et l'UNOCHA, joueront des rôles particuliers et très complémentaires dans la détection précoce d'une éventuelle situation d'urgence humanitaire dans le Grand sud dans les années à venir.

Le SAP est un système d'alerte précoce, appelé à anticiper une réponse humanitaire appropriée et à temps aux populations exposées, alors que la DTM est un système de suivi des dynamiques de mobilités locales de la population, qui capture, traite et diffuse régulièrement et systématiquement les informations pour une meilleure compréhension de ces mouvements et de l'évolution des besoins de ces populations. Les informations fournies par les rapports DTM permettent à la fois d'orienter l'intervention des acteurs humanitaires et de fournir des sources importantes de données pour le SAP.

Dans le contexte de la sécheresse récurrente dans cette zone, prévenir et anticiper sont très cruciaux, et ce, compte tenu des impacts socio-économiques et des éventuelles pertes en vies humaines constatées ces dernières années et exacerbées par une intervention humanitaire tardive. En effet, ces impacts auraient pu être évités ou du moins atténués si des systèmes d'alerte adaptés avaient été mis en place et opérationnels.

La relance du SAP et la mise en place du DTM sont placées sous la tutelle du BNGRC. Leur opérationnalisation effective est attendue à partir de mars 2018. ■



PROGRAMME UNIQUE : RETRAITE DU « PROGRAMME MANAGEMENT TEAM »



Photo de famille des membres du PMT © BCR

L'Equipe des programmes des Nations Unies à Madagascar (Programme Management Team, PMT) a tenu une retraite stratégique les 13 et 14 avril 2017 à Vontovorona, Antananarivo. La retraite a vu la participation de AIEA, OIT, FAO, FIDA, OMS, ONU-SIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNICEF et OCHA. Les membres du PMT se sont penchés sur trois thématiques principales durant ces deux jours : (i) l'élaboration de la stratégie de mobilisation conjointe de ressources ; (ii) la coordination des actions, conjointes et autres, au Sud du Madagascar et (iii) l'approche Cash Transfer.

La question de la mobilisation conjointe de ressources a tenu une place prééminente dans les discussions. En effet, elle devra permettre au Système des Nations Unies à Madagascar d'augmenter ses capacités à répondre de manière efficace et efficiente aux défis du développement identifiés dans le Plan national de développement (PND) 2015-2019, déclinés en objectifs dans l'UNDAF 2015-2019.

La retraite a ainsi permis de recueillir des informations préliminaires sur les partenaires potentiels, les canaux et les approches possibles. Se basant sur la démarche pour la mobilisation de ressources proposée lors de la retraite de l'Equipe-pays, le PMT a identifié des axes stratégiques, des approches et des canaux communs pour la mobilisation conjointe de ressources. Une feuille de route décrivant les étapes et les responsables de l'élaboration du document de stratégie est disponible. L'Unité Stratégies et Politiques du PNUD et le Bureau du Coordonnateur résident travailleront en tandem dans la collecte des informations pour établir la cartographie des partenaires.

A ce sujet, il a été demandé aux agences de partager les informations sur les partenaires et les ressources disponibles jusqu'à la fin du cycle UNDAF afin de permettre la rédaction de la première mouture du document de stratégie conjointe de mobilisation de ressources.

En ce qui concerne la coordination des actions dans le Sud de Madagascar, des pistes d'actions pour mieux coordonner les interventions sur le terrain ont été proposées, notamment : (i) l'amélioration de la cartographie des interventions des Nations Unies ; le renforcement du rôle du groupe Suivi-Evaluation (GISE) dans la collecte des informations sur les interventions au Sud (en capitalisant les données existantes au niveau des clusters), dans l'élaboration d'outil de suivi des actions au Sud et dans la collecte et le partage des bonnes pratiques en termes de coordination des actions sur le terrain dans la région ; (ii) le partage d'informations sur « qui fait quoi ? » au Sud entre les membres des groupes Effets UNDAF pour voir la cohérence des actions ; (iv) le renforcement de l'implication des autorités locales dans la coordination des actions ; (v) la capitalisation des ressources humaines des Nations Unies disponibles sur le terrain pour la coordination des actions au Sud (par ex. prise en compte des Bureaux sur le terrain). ■

VISITE DE GERDA VERBURG, COORDINATRICE DU MOUVEMENT MONDIAL "SCALING UP NUTRITION" (SUN)



La Coordinatrice du mouvement SUN (au milieu), entourée du Ministre de la Santé publique et du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, tient un point de presse à l'issue de son audience avec le Premier Ministre malgache © CIU

Madame Gerda Verburg, Coordinatrice du mouvement mondial "Scaling Up Nutrition" (SUN) a effectué une visite officielle à Madagascar les 7 et 8 mai 2017. Durant son séjour, elle a été reçue en audience par le Président de la République et le Premier ministre, ainsi que les membres du gouvernement en charge des secteurs sensibles à la nutrition. Elle a également rencontré tous les intervenants du secteur de la nutrition, dont les principaux partenaires de Madagascar, à savoir la Banque mondiale, l'USAID, l'Union Européenne, la Banque africaine pour le développement et la JICA entre autres.

Mme Verburg a également eu des discussions avec les différentes plateformes du mouvement SUN à Madagascar, notamment celles de la société civile, du secteur privé et des chercheurs, et bien évidemment celle du Système des Nations Unies.

La rencontre de Mme Verburg avec l'Equipe-pays des Nations Unies s'est focalisée sur l'approche intersectorielle dans la lutte contre la malnutrition à Madagascar, y compris dans le secteur des urgences ; la coordination ; les défis et les opportunités, notamment dans le cadre du Plan d'investissement pour la nutrition à Madagascar, et le Plan national d'Action pour la nutrition 2017-2021, qui seront lancés en début mai.

A son arrivée, Madame Gerda Verburg a inauguré le site de nutrition communautaire Lohanosy dans la Commune d'Ambohijoky à

Antananarivo Atsimondrano, en compagnie du Coordinateur national de l'Office national de nutrition (ONN), du Coordonnateur résident du SNU et de la Représentant de l'UNICEF à Madagascar.

La malnutrition n'est plus seulement un problème de santé publique mais un véritable problème de développement qui touche une grande partie de la population, particulièrement les enfants en bas âge et les femmes enceintes et allaitantes. Le retard de croissance a des conséquences irréversibles sur le développement physique et cognitif de l'enfant, affectant ainsi la capacité d'apprentissage, la productivité à l'âge adulte et donc l'économie même des pays.

Madagascar a adhéré au mouvement SUN en 2012. Rallié par 59 pays, ce mouvement vise un objectif commun de vaincre la malnutrition sous toutes ses formes. Le SUN est mené dans chaque pays adhérent par le gouvernement du pays, conjointement avec les agences des Nations Unies, la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. ■



VISITE DE HAILE MENKERIOS, REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE-GENERAL DE L'ONU



M. Haïlé Menkerios (à gauche) a rendu une visite de courtoisie auprès du Président de la République de Madagascar, S.E.M. Hery Rajaonarimampianina (au centre), en compagnie du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya (à droite) © CIU

Faisant suite à l'entretien entre le Président de la République de Madagascar, S.E.M. Hery Rajaonarimampianina, et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. António Guterres, en marge de la 72ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haïlé Menkerios, a effectué une mission à Madagascar du 2 au 5 octobre 2017. L'objectif de la visite était d'explorer comment l'ONU pourrait davantage soutenir le processus électoral pour des élections paisibles et transparentes en 2018.

Au cours de sa visite, M. Menkerios a rencontré le Président de la République et le Premier Ministre de Madagascar, ainsi que d'autres institutions de l'Etat. Il a également rencontré d'autres entités et personnalités manifestant l'intérêt pour la tenue d'élections paisibles et crédibles.

M. Menkerios s'est dit encouragé par leur volonté de travailler ensemble afin de trouver des solutions de façon collective.

Enfin, le Représentant Spécial du Secrétaire général de l'ONU a réitéré la disponibilité et l'engagement des Nations Unies et de ses partenaires de continuer à appuyer ce processus. ■

VISITE DE ERIK SOLHEIM, DIRECTEUR EXECUTIF DE ONU ENVIRONNEMENT



M. Erik Solheim (à droite) est accueilli par le Ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya à son arrivée, le 27 octobre © BCR

Le Directeur Exécutif de ONU Environnement, Erik Solheim, a effectué une visite de deux jours à Madagascar, du 7 au 28 octobre 2017.

Au cours de cette visite, le Directeur Exécutif de ONU Environnement a eu des échanges fructueux avec la Ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts de Madagascar, Johanita Ndahimananjara, dès son arrivée le 27 octobre. Les discussions ont porté sur les défis environnementaux à Madagascar surtout ceux liés à la pollution, le thème de la troisième assemblée sur l'environnement qui se tiendra à Nairobi, au Kenya du 4 au 6 décembre 2017.

M. Solheim a eu également l'opportunité de rencontrer les membres de l'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar, ainsi que quelques partenaires et ONG internationales et nationales oeuvrant dans le domaine de l'environnement.

Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur le rôle des Nations Unies dans l'accompagnement des autorités malgaches vers la lutte contre la pauvreté, la création des emplois et les efforts vers le développement.

Au terme de son séjour, le Directeur Exécutif de ONU Environnement a réitéré son engagement à soutenir l'Equipe pays des Nations Unies mais également les autorités malgaches pour l'élaboration des politiques et stratégies qui peuvent avoir un impact réel dans la vie de tous les citoyens. ■



VISITE DE TALEB RIFAI, SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME



Le Secrétaire général de l'OMT (au milieu) s'entretient avec le Ministre du Tourisme et le Coordonnateur résident a.i. du Système des Nations Unies, à son arrivée, le 1er novembre 2017 © BCR

Le Secrétaire Général de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT), M. Taleb Rifai, s'est rendu à Antananarivo le 1er novembre 2017 pour une visite d'une importance majeure, puisqu'elle survient au moment où la Grande Ile commençait à subir des mesures de restriction de voyage de la part de certains pays à cause de l'épidémie de peste.

L'objectif de la visite du SG de l'OMT était d'exprimer le soutien sans réserve de cette organisation au secteur du tourisme de Madagascar, face à la situation difficile à laquelle était confronté le secteur.

Au cours de la rencontre qu'il a eue avec les opérateurs du secteur touristique, le 1er novembre à l'Hôtel Carlton, le SG de l'OMT a tenu à rappeler que l'OMS ne recommande aucune restriction aux voyages ou échanges commerciaux avec Madagascar.

M. Taleb Rifai a déclaré que Madagascar ne doit pas être doublement victime de l'épidémie et des décisions de restrictions pour les voyages vers Madagascar qu'ont prises, par exemple, certaines îles

voisines. Il a également annoncé qu'il saisira l'opportunité prochaine de la tenue du "World Travel Market" ou Salon international des voyageurs (Londres, 6 au 8 novembre 2017) pour proclamer que Madagascar reste prête à accueillir les touristes étrangers qui souhaitent découvrir les beautés de cette île de l'Océan Indien, et que visiter le pays ne présente aucun danger sanitaire.

Il est à rappeler que Madagascar fait partie de l'association des "Iles Vanille" qui a pour mission de contribuer au développement des arrivées touristiques dans l'Océan Indien. Le label des « Iles Vanille » promeut la construction de liens et l'exploitation de la synergie entre les îles de l'Océan Indien par la création de combi-nés touristiques qui favorisent les échanges inter-îles. ■

CELEBRATION DE LA JOURNEE DES NATIONS UNIES, 24 OCTOBRE 2017



MESSAGE DU GOUVERNEMENT MALGACHE A L'OCCASION DE LA JOURNEE DES NATIONS UNIES 24 OCTOBRE 2017

A l'occasion de la Journée des Nations Unies, au nom du Président de la République de Madagascar, Son Excellence Monsieur Hery RAJAONARIMAMPINANINA, et en mon nom personnel, je salue toute la population malgache car c'est également notre journée à tous, comme Madagascar fait partie des 193 Etats membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Comme le Secrétaire général de l'ONU l'a mentionné dans son message à l'occasion de cette journée, nous traversons une période difficile. Pour Madagascar, en particulier, nous savons tous que nous nous démenons actuellement pour venir à bout de l'épidémie de la peste. Beaucoup reste encore à faire pour stopper sa propagation. Néanmoins, je suis certain que nous y arriverons grâce à la solidarité manifestée par tous (simples citoyens, partenaires, personnels de santé, responsables territoriaux).

Les Nations Unies ont toujours été présentes aux côtés de Madagascar que ce soit dans le domaine du développement, de l'humanaire ou de la gouvernance. Les différentes agences des Nations Unies accompagnent le pays dans la mobilisation de partenariat et œuvrent avec le Gouvernement et les autres partenaires afin de toucher les personnes les plus vulnérables.

Cette journée des Nations Unies nous rappelle que les Nations Unies contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies sectorielles du pays dans les domaines sociaux comme l'éducation, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement. Citons aussi les appuis très importants dans la lutte contre la corruption, la consolidation de la paix et les actions pour des élections transparentes et inclusives, sans oublier notre partenariat relatif au développement du monde rural, à l'environnement, à l'emploi, au recensement général de la population, ainsi qu'aux questions de migrations, de développement industriel et de sécurité alimentaire.

Notre partenariat à travers le cadre de coopération UNDAF (Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement) pour la période 2015 2019 est fiable et, avec l'adhésion de Madagascar à l'initiative « Unis dans l'action » ou « Delivering as One, DaO » en avril 2015, la synergie et la cohérence des actions des différents agences des Nations Unies seront davantage renforcées afin de permettre au pays d'atteindre ses engagements à travers les Objectifs de développement durable (ODD).

En cette journée, je souhaite à tous de vivre dans la dignité, dans la paix et la sécurité. Agissons ensemble pour un meilleur développement de Madagascar.

Vive la coopération internationale !

Son Excellence Monsieur Mahafaly Solonandrasana Olivier
Premier Ministre, Chef du Gouvernement
République de Madagascar



MESSAGE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES A L'OCCASION DE LA JOURNEE DES NATIONS UNIES 24 OCTOBRE 2017

A l'occasion de la Journée des Nations Unies, célébrée chaque année le 24 octobre, j'ai l'honneur de m'adresser à la population malgache et à tous les citoyens de la Grande île au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), dont Madagascar fait partie, tout comme les 192 autres Etats membres.

Je voudrais tout d'abord présenter les condoléances du Système des Nations Unies à Madagascar à la famille du défunt Professeur Zafy Albert, ancien Président de la République de Madagascar, ainsi qu'au Gouvernement et à l'ensemble de la population malgaches.

Je voudrais également présenter nos condoléances aux familles des victimes de l'épidémie de peste qui sévit actuellement dans le pays, et adresser nos encouragements et souhaits de prompt rétablissement aux malades qui sont sous traitement. Le Système des Nations Unies et les partenaires de Madagascar sont aux côtés du Gouvernement dans le cadre de la riposte à la peste, une maladie qui peut être traitée sans séquelles.

Permettez-moi de partager avec vous le message du Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, à l'occasion de cette journée :

Notre monde fait face à de nombreux défis. Conflits et inégalités qui s'intensifient... Phénomènes climatiques extrêmes qui se multiplient et intolérance meurtrière qui gagne du terrain... Notre sécurité menacée, notamment par les armes nucléaires...

Nous avons les outils et les ressources nécessaires pour relever ces défis. Tout ce dont nous avons besoin, c'est la volonté de le faire.

Les problèmes du monde n'ont pas de frontières. Nous devons dépasser nos différences si nous voulons transformer notre avenir.

Lorsque nous aurons donné à tous les peuples la possibilité de jouir de leurs droits humains fondamentaux et de vivre dans la dignité, ces mêmes peuples seront les artisans de l'édification d'un monde pacifique, durable et juste."

En cette Journée des Nations Unies, efforçons-nous, "Nous peuples des Nations Unies" de concrétiser cette aspiration.

Misaotra tompoko. Merci. Thank you. Shokran. Xie Xie. Spasibo. Gracias. Obrigado.

Le Système des Nations Unies à Madagascar réitère sa volonté d'accompagner le Gouvernement malgache sur la voie de la démocratie et du développement, afin que tout un chacun puisse vivre dans la dignité dans un environnement sain et durable.

Madame Violette Kakyomya
Coordonnateur résident
du Système des Nations Unies à Madagascar



Bienvenue



Constant-Serge Bounda,
Représentant de l'UNFPA



Jude Padayachy,
Directeur Pays de l'ONUSIDA



Volatiana Rakotondrazafy,
Représentante Pays de l'ONUSIDA

L'Equipe-Pays des Nations Unies à Madagascar est heureuse d'accueillir trois nouveaux membres :

M. Constant-Serge Bounda a rejoint l'équipe au mois de mai 2017 en qualité de Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Il remplace à ce poste M. Mamadou Dicko, parti à la retraite.

De nationalité congolaise, M. Bounda possède une expertise avérée en matière de leadership, de prospective, de conseil et d'analyse politique et stratégique, en gestion d'institutions et de mobilisation d'hommes au niveau du système des Nations Unies, en Afrique et au niveau international.

Juste avant de rejoindre l'UNFPA Madagascar, M. Bounda a occupé le poste de Directeur/Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) auprès de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Conseiller spécial du Directeur exécutif de UNFPA pour l'Afrique en Addis-Abeba, Ethiopie.

M. Jude Lunez Padayachy a pris fonctions en qualité Directeur-Pays du Programme commun des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/SIDA (ONUSIDA) pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles au mois de juillet 2017. Il remplace à ce poste M. Salvator Niyonzima, nommé à un nouveau poste, celui de Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Lesotho.

Avant cette nomination, M. Padayachy, a été Conseiller principal en Information stratégique à la Division de l'information stratégique et du suivi au siège de l'ONUSIDA à Genève. Il a auparavant occupé le poste de Conseiller en information stratégique au bureau inter-pays de l'ONUSIDA pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles à Antananarivo, Madagascar; et de Conseiller en suivi-évaluation au bureau pays de l'ONUSIDA à Pretoria, Afrique du Sud. Il a également travaillé pour le Bureau Afrique de l'OMS (Brazzaville, Congo) sur la recherche sur les systèmes de santé, et ensuite sur l'Enquête sur la santé dans le monde.

M. Padayachy a occupé plusieurs hautes fonctions dans son pays d'origine, les Seychelles, notamment au Ministère de la santé, au Ministère de la technologie de l'information et des communications, au Conseil national de la statistique et au Bureau national de la statistique.

M. Padayachy est titulaire d'un diplôme en statistiques (Eastern Africa Statistical Training Centre); d'un certificat de troisième cycle en statistique (Université de Southampton); d'une maîtrise en statistique sociale (Université de Southampton); d'une maîtrise en administration d'entreprise (Université de Surrey); d'une maîtrise en gestion et politique économique (Université de Strathclyde); d'une maîtrise en relations internationales et ordre mondial (Université de Leicester) et d'un doctorat en gestion d'entreprise (Université d'Afrique du Sud).

Mme **Volatiana Rakotondrazafy** a été nommée Représentante pays de l'ONUSIDA en octobre 2017. Elle remplace à ce poste Mme Lorence Ansermet, appelée à d'autres fonctions au siège de l'ONUSIDA à Vienne, Autriche.

Avant cette nomination, elle a travaillé pendant 10 ans dans le projet « Pôles intégrés de croissance, PIC » de Madagascar, financé par la Banque mondiale, en tant que Spécialiste en agribusiness et ensuite en tant que Directeur des opérations et du suivi-évaluation. Habitée aux contacts avec les hauts responsables tant du secteur public que privé, elle a entretenu un dialogue politique et financier de haut niveau avec la partie gouvernementale, les bailleurs et les parties prenantes du projet.

Mme Rakotondrazafy a une solide expérience en développement du secteur privé. Avant de rejoindre le projet PIC, elle a occupé pendant 10 ans le poste de Cadre de production dans une usine de transformation laitière, avant de travailler comme consultante indépendante dans le domaine du suivi-évaluation et du développement d'entreprises, notamment dans le secteur des aliments et boissons à Madagascar, aux Comores et au Tchad. Mme Rakotondrazafy est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en biochimie/sciences des aliments et nutrition de l'Université d'Antananarivo et d'un certificate en études de développement délivré par Madagascar Development Learning Center/The Earth Institute, Université de Colombia aux Etats-Unis. ■

